

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"Je suis et je resterai un fidèle et loyal collaborateur d'Ali Bongo Ondimba"

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

L'ANCIEN député du 1er siège du département Lekoni-Lekori, Ali Akbar Onanga Y'Obegue, a politiquement renoué avec les siens, samedi dernier, à Akieni, après sept mois d'absence sur la scène politique. Cette rencontre intervient au lendemain de sa réhabilitation au sein du Parti démocratique gabonais (PDG). Au regard de ces retrouvailles à la fois fraternelles et militantes, il y a lieu de penser que cet épisode sombre de la carrière politique du leader du département de Lekoni-Lekori est désormais derrière lui. Même si, pour lui, il n'est pas question d'oublier quoique ce soit. Ce d'autant que, bien plus que lui, c'est le département qui en a été le perdant de ce qu'il considère comme une

Il y a lieu de penser que cet épisode sombre de la carrière politique du leader du département de Lekoni-Lekori est désormais derrière lui.



Photo: DR

Ali Akbar Onanga triomphalement accueilli par les siens.

"injustice". "Nous rendons grâce à Dieu, et nous remercions le distingué camarade Ali Bongo Ondimba pour la sagacité, la lucidité et la justice dont il a fait preuve à notre endroit et à l'endroit de beaucoup d'autres militants du parti", a déclaré l'ancien membre du Bureau politique. Et de poursuivre: "Nous devons désormais aller de l'avant. Mais ça ne signifie pas que nous devons oublier ce qui s'est passé". On se souviendra, qu'à la suite d'un post sur le réseau social Facebook, Ali Akbar Onanga Y'Obegue s'était vu exclure du PDG. Le motif de son exclusion qualifié de fallacieux par certains, avait été considéré par

d'autres, notamment les décideurs du parti au pouvoir, comme une "atteinte à l'unité du parti et un acte contraire à la probité". Depuis lors, l'homme n'avait cessé de clamer haut et fort sa fidélité au chef de l'État et président de ce qui était devenu son ancienne formation politique. Là encore, ce "Pdgiste" dans l'âme a tenu à le rappeler. "Quand beaucoup d'entre nous dans ce pays ont trahi Ali Bongo Ondimba, moi, j'ai dit non. Je suis et je resterai un fidèle et loyal collaborateur et serviteur d'Ali Bongo Ondimba", a-t-il affirmé avec force.

UJPDG : quand le "bouillon politique" de Libreville suscite l'espoir

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

D'ÉMARRÉE il y a deux mois, la caravane du "bouillon politique" initiée par le responsable des jeunes du PDG dans la commune de Libreville, Marcellin Ndong Ebè, s'est clôturée dimanche dernier, à l'école publique Martine Oulabou, dans le 2e arrondissement de Libreville. Ce rendez-vous a pour but d'instaurer un dialogue permanent entre les jeunes et le parti. Plusieurs cadres du PDG, y ont pris part, dont le nouveau secrétaire général adjoint, chargé des jeunes, Axel Jesson Denis Ayenoue. Occasion pour Marcellin Ndong Ebè d'expliquer les motivations qui l'ont amené à mettre en place ce concept de bouillon politique. "Nous sommes partis du constat selon lequel les jeunes n'étaient pas mieux informés sur tout ce que le gouvernement fait pour eux. Ils n'étaient pas suffisamment éclairés sur les voies et moyens à emprunter quant à leur épanouissement", a-t-il déclaré. Et de poursuivre: "Nous avons jugé utile qu'un dialogue permanent avec eux était nécessaire, pour relayer les informations qu'ils ont du mal à capter venant de nos gouvernants. Avec ces jeunes nous avons aussi débattu des problèmes qui les minent au quotidien ; et ensemble nous avons essayé de trouver des solutions que nous consignerons dans un rapport qui sera retransmis aux instances supérieures du parti".

Ainsi, deux mois durant, accompagné de certains cadres du parti, le "Communal" s'est entretenu avec les jeunes de tous les arrondissements de Libreville et leurs réelles préoccupations ont été enregistrées. Marcellin Ndong Ebè dit sortir de là entièrement satisfait. Des initiatives à encourager et qui méritent d'être soutenues, a fait savoir Axel Jesson Ayenoue. "C'est un concept qui peut faire également école. Nous allons réfléchir sur comment le développer dans les neuf provinces du Gabon", a-t-il promis.



Photo: Abel Eyeghe

La clôture du bouillon politique de l'UJPDG Libreville, au 2e arrondissement, dans la bonne ambiance.

Universités : Le RPM n'approuve pas la méthode de réhabilitation

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LE Conseil exécutif du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) s'est réuni il y a quelques jours à Libreville. En l'absence du président Alexandre Barro Chambrier, c'est Senturel Ngoma Madoungou qui a présidé les assises. Lesquelles ont porté, entre autres, sur les sujets d'actualité et sur les questions relatives à la vie du parti. La problématique de la réhabilitation des universités et grandes écoles n'était pas en reste. Tout en prenant acte de "l'intention du gouvernement de procéder dans le cadre de son programme d'actions prioritaires, à la réhabilitation des universités et grandes écoles", le RPM a estimé que ce n'est pas la solution. À travers

Ce programme «ne constitue pas la réponse appropriée aux énormes besoins des établissements d'enseignement supérieur qui attendent un véritable plan de développement»

son porte-parole, Pierre Ndong Meye, le Conseil estime que ce programme "ne constitue pas la réponse appropriée aux énormes besoins des établissements d'enseignement supérieur qui attendent un véritable plan de développement de leurs structures au moyen d'investissements conséquents...". Par ailleurs, le RPM s'est interrogé sur la pertinence de ces travaux "en pleine année

académique". Estimant que ceux-ci n'auront pour conséquence que la perturbation "du cours normal des activités universitaires". Sur un tout autre plan, le Conseil exécutif a abordé la question de la reprise du dialogue politique "normalisé et régulier" entre l'Union européenne et le gouvernement gabonais. Seulement, le RPM note que les décisions issues de ces assises "qui doivent être prises ne le sont pas, alors que l'avenir du Gabon s'assombrit chaque jour un peu plus". Ce parti de l'opposition en veut pour preuve, "les graves violations des droits de l'Homme comme en témoigne l'incarcération de prisonniers politiques et leur détention arbitraire...". D'autres sujets ont également été abordés.

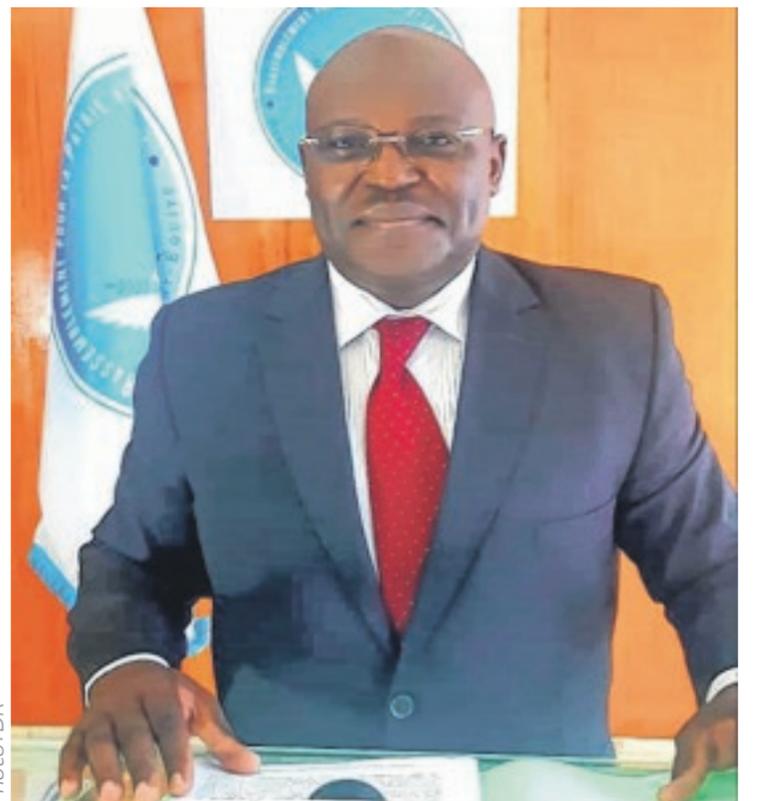


Photo: DR

Pierre Ndong Meye, porte-parole du RPM.